



La Ligue des droits de l'Homme, 120 ans d'histoires

120 dates pour les droits de l'Homme

1898 : affaire Dreyfus.

13 janvier. Article « **J'accuse... !** » d'Émile Zola dans *L'Aurore*, suivi des premières pétitions d'« intellectuels » puis du procès contre Zola.

4 juin. **Naissance de la Ligue française pour la défense des droits de l'Homme et du Citoyen** : « Toute personne dont la liberté serait menacée ou dont le droit serait violé est assurée de trouver auprès [...] [d'elle] aide et assistance ». Le gouvernement Brisson refuse d'autoriser la Ligue.

1899.

2^{ème} procès de Dreyfus devant un **conseil de guerre à Rennes**. Condamnation avec circonstances atténuantes puis grâce présidentielle et libération de Dreyfus. En vertu de l'article 291 du Code pénal et de la loi de 1834, le gouvernement Dupuy fait perquisitionner au siège de la Ligue. Première ligue sœur créée en Belgique.

Premier vœu de la Ligue pour le respect du **droit des gens** dans les expéditions coloniales et **demande d'abolition des « lois scélérates »**.

1900.

Parution du premier numéro du *Bulletin officiel de la Ligue des droits de l'Homme*.

Première condamnation de journaux antisémites par la justice sur plainte de la Ligue et opposition contre les arrestations arbitraires de la police des mœurs.

Réunion en faveur des Arméniens massacrés dans l'Empire ottoman sous la présidence du ligueur Anatole France.

1901.

La Ligue dénonce les « **crimes de lèse-humanité** » commis par l'expédition européenne en Chine (guerre des Boxers).

Elle réclame la **suppression des conseils de guerre en temps de paix**.

1902.

Demande de réforme des compagnies de discipline au sein de l'**Armée**.

Victoire du **Bloc des gauches** (radicaux, socialistes, modérés laïques) aux élections législatives, la Ligue ayant appelé à l'application de la discipline républicaine. La Ligue demande l'**abrogation de la police des mœurs**, non celle de la prostitution qui ne sera demandée qu'au congrès de 1937.

1903.

Ludovic **Trarieux**, malade, démissionne de la présidence de la Ligue. Lui succède le socialiste Francis de **Pressensé**, qui propose un **projet de Séparation des Églises et de l'État**, malgré l'hostilité de certains ligueurs.

1904.

La Ligue prend position **contre la peine de mort** lors de son premier congrès.

Protestation contre le régime arbitraire en Afrique Occidentale Française. La Ligue décide de prêter une **assistance à la fois pécuniaire et judiciaire à des ouvriers grévistes emprisonnés**.

L'**affaire des fiches** ébranle la Ligue. L'année suivante, l'association exige « la **suppression totale des rapports secrets** », ainsi que « la **communication aux fonctionnaires intéressés des bulletins d'inspection et de toutes les pièces qui doivent constituer leur dossier** ».

1905.

Solidarité avec les révolutionnaires russes et intervention en faveur des anarchistes espagnols. Exigence de la fin de la guerre russo-japonaise. **Demande d'affichage de la Déclaration de 1789** dans les écoles, les casernes, les commissariats et les tribunaux.

1906.

Réhabilitation de Dreyfus par la Cour de cassation.

Protestation contre l'émission en France d'un **emprunt russe**.

Vœu en faveur de la **gratuité de l'enseignement** à tous les degrés et abrogation de la loi Falloux.

La Ligue soutient le **droit des fonctionnaires** à se syndiquer et défend les grévistes contre le gouvernement Clemenceau, ce qui provoque des remous au sein de l'association.

1907.

La Ligue demande l'application effective de la loi sur le **repos hebdomadaire**. Elle soutient les **dirigeants de la CGT emprisonnés** pour « complot » et proteste contre l'application du droit commun.

L'association prend position en faveur de **l'arbitrage international** après les conférences de La Haye (1900 et 1907) et le congrès socialiste international de Stuttgart.
L'affaire de Madagascar éclate, opposant Francis de Pressensé à Victor Augagneur en matière de **liberté religieuse**.

1908.

La Ligue intervient pour la **liberté de manifestation**. À l'occasion de l'affaire des officiers de Laon, elle fait adopter une résolution **condamnant la violation de la liberté de conscience** par le gouvernement Clemenceau et son ministre de la Guerre, le général Picquart.
Elle proteste contre l'expulsion d'Indochine du révolutionnaire chinois Sun Yat-sen. La Ligue demande la **gratuité entière de la justice**.

1909.

La Ligue demande à son congrès de Rennes **l'égalité des salaires** des travailleurs des deux sexes, la fin de l'incapacité civile de la femme mariée, le **droit de vote** et d'éligibilité aux conseils municipaux, aux conseils d'arrondissement, aux conseils généraux pour les **femmes**, l'interdiction du travail des femmes pendant six semaines avant et quatre semaines après la grossesse et une indemnité pendant la période de l'allaitement.
Protestations contre les violations du **droit des indigènes** en Indochine.
Défense des libertés en France : officiers catholiques de Laon, militants syndicalistes et royalistes sanctionnés par le gouvernement Clemenceau.

1910.

La Ligue obtient **l'interdiction des détentions administratives** des étrangers après l'expiration de leur peine. Intervention dans **l'affaire Jules Durand**, syndicaliste des dockers du Havre, condamné à mort le 26 novembre pour le meurtre d'un ouvrier « jaune » dans une rixe, « affaire Dreyfus ouvrière » au destin tragique : Durand gracié puis libéré mais définitivement atteint de folie.

1911.

Affaire Couitéas : Jaurès obtient le soutien de la Ligue contre l'entreprise de spoliation de terres indigènes en Tunisie menée par un affairiste colonial. Protestation contre le **bombardement aérien** de Benghazi (Libye) par les Italiens lors de la guerre italo-turque.

1912.

Le congrès du Havre demande que « tout en maintenant le **principe de la liberté de l'enseignement**, l'État exige des maîtres de l'enseignement libre, à tous les degrés, des titres égaux à ceux des maîtres de l'enseignement public pour les établissements du même ordre ». Campagne puis non-lieu en faveur du soldat Émile Rousset accusé à tort d'assassinat, qui avait dénoncé le meurtre aux « **Bat d'Af** » de son camarade Albert Aernoult.
La Ligue recommande l'instauration du **scrutin à la proportionnelle**.

1913.

Dénonciation des massacres commis par les belligérants lors des **guerres balkaniques**. Soutien à la campagne **contre la loi des trois ans** de service militaire. la Ligue demande aussi une **judiciarisation des expulsions** soumises à l'arbitraire.

1914.

Ferdinand Buisson, nouveau président, défend devant le congrès « **l'école unique** » qui unifierait l'enseignement primaire populaire et l'enseignement secondaire bourgeois afin de donner une instruction analogue à tous les enfants.

Hommage à **Jaurès** assassiné le 31 juillet. La **guerre** (3 août) et la **censure** (5 août) réduisent beaucoup les activités de la Ligue qui **soutient la défense nationale**.

1915.

Activité internationale en faveur de l'indépendance de la **Pologne**, contre « l'extermination systématique de la race **arménienne** », en soutien aux **Juifs** roumains et russes déchus de leurs nationalités et pour la création d'une « **Société des nations** fondée sur la justice ».

1916.

Janvier. Création de la **Société d'études documentaires et critiques sur la guerre** fondée par le coopérateur Charles Gide et l'ancien secrétaire général de la Ligue Mathias Morhardt à laquelle participent Michel Alexandre, Georges Demartial, Oscar Bloch, Séverine.

1917.

La majorité demeure fidèle au primat de la défense nationale.

La Ligue **fête publiquement la révolution de Février** en Russie.

Le congrès demande l'attribution des **droits politiques** aux **Algériens** qui ont combattu.

La Ligue soutient **l'indépendance de la Syrie** alors sous domination ottomane.

1918.

La Ligue juge que **l'affaire Caillaux** est un procès politique.

Elle salue l'indépendance de la **Finlande**.

Gabriel Séailles rapporte au congrès de décembre sur le « **principe des nationalités** », le **droit des peuples à disposer d'eux-mêmes** et contre le « nationalisme de race » et le « nationalisme philologique ».

1919.

Contre l'intervention armée en Russie, la Ligue demande des élections démocratiques. Critiques diverses contre le **traité de Versailles**.

1920.

Défense des syndicalistes menacés.

la Ligue demande l'amnistie des marins de la mer Noire et la libération de leur leader André Marty.

Le Bulletin des Droits de l'Homme devient les *Cahiers des Droits de l'Homme*.

1921.

Début de la campagne en faveur de **Sacco** et **Vanzetti**, anarchistes condamnés aux États-Unis. La Ligue favorable à « **l'école unique** » jusqu'à 14 ans et à sa **gratuité** dans l'enseignement public, confirme son refus du monopole et son acceptation de la **liberté d'enseignement**.

1922.

Défense de la loi des **huit heures** (par jour, 48 h. par semaine) qualifiée de « loi de la paresse » et de **l'école laïque**, tout en rappelant son **attachement à la liberté d'enseignement**.

La Ligue **demande l'entrée de l'Allemagne, de la Russie, de la Turquie et de la Bulgarie à la SDN.**

Fondation de la FIDH à l'initiative notamment de la Ligue.

1923.

la Ligue critique **l'occupation de la Ruhr** par les troupes franco-belges.

Défense des dirigeants PCF et CGTU accusés de complot.

la Ligue propose toute une série de **garanties en matière de liberté individuelle**.

L'Internationale communiste interdit à ses membres d'adhérer à la Ligue comme à la Franc-Maçonnerie. La direction prend connaissance des « **impressions de Russie** » de Charles Gide et étudie le **fascisme**.

1924.

Campagne pour la réhabilitation de « **fusillés pour l'exemple** » et pour le transfert au Panthéon de la dépouille de **Jaurès**.

Réformes demandées en faveur des **droits des indigènes** en Afrique du nord.

29 juin : meeting contre l'assassinat du député Matteoti par les **fascistes** en Italie.

La Ligue applaudit à la victoire du **Cartel des gauches**.

1925.

Demande des **réformes fiscales** : taxation des plus-values du capital, diminution des impôts indirects.

Campagnes contre le traité de Versailles et pour les réhabilitations des anciens ministres **Caillaux** et **Malvy** ainsi que de condamnés de la **Grande Guerre**.

1926.

La Ligue se déclare favorable au **vote des femmes** et à la représentation proportionnelle.

Motion d'équilibre au congrès de Metz sur la **liberté de migration**, la défense des intérêts des nationaux et des immigrés et demande de solution internationale.

Victor Basch remplace Ferdinand Buisson à la présidence.

1927.

Campagne vaine contre l'exécution de **Sacco et Vanzetti**.

Réflexion sur l'**organisation de la démocratie** : elle estime qu'il n'y a « pas de liberté politique véritable sans affranchissement économique, ni d'égalité vraie sans égalité d'instruction », que « système de la Chambre unique est conforme à la tradition démocratique », que l'« initiative populaire et le référendum » doivent être étudiés « en vue de l'insertion de leur principe dans la Constitution ».

Ferdinand Buisson prix Nobel de la Paix.

1928.

Congrès en faveur du **désarmement**, de l'**arbitrage international** et de la **sécurité collective**, au cours duquel la Ligue admet que **l'Autriche a le droit de réclamer l'Anschluss**, tout en soulignant les risques.

1929.

États-Unis d'Europe envisagés comme union fédérative des États autonomes du continent. Vœu pour le droit d'association des militaires.

Non reconnaissance de l'objection de conscience, tout en reprenant ses positions sur l'organisation de la paix.

1930.

Campagne pour l'**école unique** jusqu'à 15 ans et l'application des lois laïques en Alsace-Moselle.

1931.

Favorable au **droit syndical des fonctionnaires**, mais pas à leur droit de grève.

La Ligue soutient les militants **indochinois** et dénonce à son congrès de Vichy « la conception impérialiste de la **colonisation** », en demandant une « **colonisation démocratique** », trois projets s'affrontant.

1932.

La Ligue obtient une **révision** de condamnations « **pour l'exemple** » en 1914-1918 par une Cour spéciale de justice militaire.

L'association connaît son **apogée**, avec 179 355 membres, 94 fédérations et 2.407 sections.

1933.

La Ligue demande des sanctions économiques contre le Japon agresseur de la **Mandchourie**. Aide aux **réfugiés allemands** antinazis.

Émile Kahn, secrétaire général de la Ligue, critique la « **terreur russe** ».

Amnistie obtenue pour des militants des thèses **anticonceptionnelles**.

1934.

La Ligue dénonce « l'émeute contre la représentation nationale » du 6 février et met en place avec la CGT une commission d'enquête.

Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes animé par trois ligueurs, Paul Rivet, Alain (Émile Chartier) et Paul Langevin.

Motion pour le respect du **droit d'asile** des réfugiés antifascistes.

Remous internes sur l'affaire Herriot, maire radical-socialiste de Lyon critiqué par l'aile gauche de la Ligue.

1935.

La Ligue s'investit et facilite le **Rassemblement populaire** (partis de gauche, associations et syndicats) ou Front Populaire qui se réunit à son siège 27 rue Jean Dolent sous l'égide de son président Victor Basch. Manifestation du 14 juillet 1935.

1936.

Soutien à la **République espagnole** face au putsch militaire. Victor Basch co-préside avec Léon Jouhaux (CGT) le **Comité d'aide aux enfants espagnols**.

Le rapport Rosenmark conclut sur la culpabilité des accusés des **procès de Moscou** en raison de leurs aveux.

1937.

Crise interne avec la démission de sept membres du comité central de la Ligue (Challaye, Alexandre, Paz, etc.), favorables aux thèses pacifistes, critiques contre l'attitude de la Ligue face aux procès de Moscou et aussi souvent anticolonialistes.

1938.

La Ligue défend le **droit d'asile** des réfugiés politiques à distinguer de la masse des immigrants. Elle critique les **accords de Munich** qui vont « stimuler l'audace des dictateurs ».

1939.

Campagne contre la **vague de racisme et d'antisémitisme** sévissant en France.

La Ligue critique les **camps d'internement des réfugiés espagnols**.

1940.

Protestations contre la **censure** pendant la « drôle de guerre ».

Défense des militants communistes poursuivis après le pacte germano-soviétique et la dissolution du PCF, non sans discussions internes.

Dès les débuts de l'Occupation, la police allemande investit son siège, saisit ses archives et **interdit** ses activités, de même que l'État français de Vichy en zone non-occupée.

1941.

De nombreux ligueurs s'engagent dans la **Résistance**, issus de la mouvance socialiste et alentour : Daniel Mayer, Robert Verdier, Pierre Brossolette, René Cassin, Félix Eboué...

1942.

Procès de Riom et défense de la République par Blum et Daladier.

Émile Kahn, secrétaire général, et son épouse Colette représentent officieusement la Ligue.

1943.

Comité central provisoire de la Ligue à Alger sous la présidence d'Henri Laugier.

1944.

Victor et Hélène Basch assassinés par la Milice.

Après la Libération, tentative de relance de la Ligue avec **Paul Langevin** président.

1945.

Rapport officiel du G^{al} Tubert sur les **massacres de Sétif et du Constantinois**.

la Ligue demande des indemnités pour les victimes de Vichy et proteste contre le maintien en internement des suspects de collaboration qui ne sont ni condamnés ni poursuivis en justice.

1946.

La Ligue se félicite du nouveau préambule constitutionnel et notamment de la définition des **droits économiques et sociaux**.

Elle soutient le premier projet de constitution, rejeté par référendum et **critique le discours de Bayeux** du G^{al} de Gaulle.

Elle critique la guerre en Indochine.

Justin Sicard de Plauzoles président de la Ligue.

1947.

Situation financière difficile de la Ligue malgré l'aide de la CGT : elle doit vendre une partie de son siège. Critiques à l'encontre du RPF fondé par De Gaulle.

Soutien aux passagers de l'**Exodus** qui veulent se rendre en Palestine, défense des **Malgaches** réprimés et condamnation du régime de terreur en **Grèce** (guerre civile entre royalistes soutenus par la Grande-Bretagne et communistes soutenus par l'URSS).

1948.

Déclaration universelle des droits de l'Homme dont le ligueur **René Cassin** est un des rédacteurs. Efforts pour une justice internationale avec les ligueurs Grumbach, Paul-Boncour et Spanien en mission officielle auprès de l'**ONU** et des organismes internationaux.

1949.

La Ligue demande une solution constitutionnelle en **Indochine**, l'amnistie pour les **mineurs syndicalistes** condamnés et l'application des principes de la Déclaration universelle des droits de l'Homme (DUDH) dans l'ensemble de l'**Union française**.

1950.

La Ligue prend position contre le **réarmement allemand**, pour l'indépendance du **Vietnam** dans le cadre de l'Union française. Elle **soutient la création de la Convention européenne des droits de l'homme**.

1951.

La Ligue **condamne** la loi Barangé qui accorde des **subventions publiques à l'enseignement privé**. Soutien aux organisations laïques.

Protestations sur des crimes ou violations des droits en Algérie et au Vietnam.

1952.

La Ligue **demande la libération d'objecteurs de conscience** et l'instauration d'un service civil.

Elle défend le droit de grève et dénonce la répression en Espagne franquiste.

Elle **propose des transformations négociées dans les colonies**.

1953.

La Ligue **dénonce la campagne antisémite** en URSS et en Tchécoslovaquie.

Elle **demande la grâce des époux Rosenberg** aux États-Unis.

Émile Kahn, ancien secrétaire général, président de la Ligue.

1954.

La Ligue défend *L'Express* poursuivi pour ses articles sur la guerre d'Indochine.

Elle soutient les **accords de Genève** signés le 21 juillet par le gouvernement **Mendès France** (ligueur). En **Algérie**, après le début de l'insurrection, « **la répression ne suffit pas** ».

La Ligue est **favorable au rejet de la Communauté Européenne de Défense**.

1955.

Protestation contre l'interdiction du film *Bel Ami* de Louis Daquin.

La Ligue **dénonce la torture**, et l'arbitraire en **Algérie**.

Protestations contre le **racisme** en **Afrique du Sud** et les **exécutions de Juifs** en **Égypte**.

1956.

La Ligue est favorable à une **négociation** en **Algérie** qui reconnaisse « la personnalité algérienne » ainsi que « la sécurité et les droits légitimes » de la population non musulmane.

Proteste contre les **arrestations** du journaliste et ancien résistant Claude Bourdet et des professeurs Henri-Irénée Marrou et André Mandouze ainsi que contre les **camps d'internement** de la population civile en **Algérie**. Elle **soutient le Front républicain**.

1957.

La ligue intervient sur la « disparition » du mathématicien **Maurice Audin** après son arrestation le 11 juin. Création de comités Maurice-Audin auxquels participent Albert

Chatelet, Laurent Schwartz, Madeleine Rebérioux, Pierre Vidal-Naquet, Michelle et Jean Perrot, Mona et Jacques Ozouf.

Protestation contre les saisies de journaux dont *France-Observateur* et contre la **répression en Hongrie**.

La Ligue demande « **l'interdiction mutuelle et contrôlée des armes atomiques** ».

La Ligue est **favorable aux traités de Rome sur la création de la Communauté Économique Européenne**.

1958.

Mars : **Daniel Mayer** élu président de la Ligue. Les générations de la Résistance et de l'opposition à la guerre d'Algérie succèdent à la génération des dreyfusards. De nombreux socialistes de gauche (PSA, puis PSU) adhèrent à la Ligue.

Rejet de la Constitution de la V^e République et nombreuses **critiques sur la guerre d'Algérie**, condamnation aussi des attentats du FLN.

1959.

Protestations contre les écoutes téléphoniques illégales, la mainmise gaulliste sur l'**Office de Radiodiffusion et de Télévision Française** qui devrait être « au service de la nation ».

1960.

Protestations **contre les camps d'internement** en Algérie après le rapport Rocard.

Défense des libertés individuelles menacées par les avancées scientifiques et techniques.

1961.

Condamnation de la répression de la manifestation algérienne du 17 octobre.

La Ligue demande des négociations pour la paix en Algérie, le régime politique pour les détenus algériens et pour les Français incarcérés en raison de l'aide qu'ils ont apportée au FLN.

1962.

Appel collectif initié par la Ligue **contre l'action criminelle de l'OAS** et livre blanc de la Ligue sur les événements de **Charonne** (9 morts).

Approbation des **accords d'Évian**.

La Ligue demande la protection de tous les individus vivant sur le territoire, et de leurs biens, sans discrimination, ainsi que leur libre circulation. Elle s'oppose à l'élection du président de la République au suffrage universel direct. « Vive inquiétude devant la reprise des expériences nucléaires à des fins militaires ».

1963.

La Ligue se prononce pour la suppression de la **Cour de sûreté de l'État**, « juridiction d'exception ».

Elle proteste contre la **réquisition des mineurs** en grève.

Elle condamne l'exécution du communiste Grimau en Espagne et critique les atteintes aux droits de l'Homme en Algérie indépendante.

1964.

Collectif d'associations pour la liberté d'expression à la radio et à la télévision.

1965.

Affaire Ben Barka, leader de l'opposition marocaine disparu en France le 19 octobre. Soutien à une candidature unique de la gauche à l'élection présidentielle : Daniel Mayer, président de la Ligue, s'efface devant **François Mitterrand**.

1966.

Affaire Ben Barka et congrès de la Ligue consacré aux « **jeunes dans la cité** ».

1967.

La Ligue demande la libération de **Régis Debray** arrêté en Bolivie.

Mission d'enquête en **Guadeloupe** après la répression de manifestations.

1968.

La Ligue dénonce les **brutalités policières** de la répression des manifestations en mai.

Elle proteste contre l'expulsion de **Daniel Cohn-Bendit** et d'ouvriers étrangers. « Indignation, inquiétude et angoisse » devant **l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie** le 21 août.

René Cassin, prix Nobel de la Paix.

1969.

Campagne contre un « référendum illégal » et sa « fausse régionalisation ».

Interventions pour les Juifs irakiens, des opposants Guinéens et mission d'enquête en Nouvelle-Calédonie après des troubles.

1970.

Campagne contre la « loi anti-casseurs » du gouvernement Chaban-Delmas et contre les poursuites visant les directeurs de *La Cause du Peuple*, Jean-Pierre Le Dantec et Michel Le Bris.

Protestations contre l'apartheid en Afrique du Sud.

1971.

La Ligue défend la **liberté d'association** menacée par un projet gouvernemental.

Campagne pour le lycéen Gilles Guiot : manifestations **contre la réforme des sursis** pour le service militaire.

Condamnation des tribunaux populaires mis en place par les maoïstes de la gauche prolétarienne.

1972.

Affaire Touvier : la Ligue s'oppose à la grâce par le président Pompidou du milicien assassin des époux Basch.

Elle critique le projet d'extension du camp militaire du **Larzac**.

Elle prend la défense du professeur Paul Milliez, médecin catholique favorable au **droit à l'avortement**.

Soutien au **Programme Commun de Gouvernement** signé par le PCF, le PS et le MRG.

1973.

Protestations contre la **dissolution de la Ligue Communiste** et demande de libération d'Alain Krivine.

La Ligue soutient les candidats de gauche au 2^e tour des élections législatives.

Elle appelle à la libération en URSS de **Sakharov** et **Amalrik**.

La Ligue est favorable à des négociations entre Israël et les pays arabes après la guerre du Kippour pour « une **paix juste et durable** ».

Elle demande une **ratification** totale de la **Convention européenne des droits de l'Homme** avec possibilité de requête individuelle.

1974.

La Ligue demande que la pleine **citoyenneté** effective soit reconnue aux **harkis** et à leurs familles.

Elle soutient **François Mitterrand** lors de l'élection présidentielle.

Émotion devant le bannissement de **Soljenitsyne** en URSS.

Elle proteste contre le voyage en Irak du Premier Ministre Jacques Chirac et les ventes d'armes utilisées dans le conflit contre les **Kurdes**.

1975.

La Ligue soutient les appelés du contingent poursuivis pour association.

Elle demande un **débat** sur le **programme nucléaire**.

Elle regrette l'assimilation du **sionisme** au racisme par l'ONU.

Henri Noguères président de la Ligue.

1976.

La Ligue critique les méthodes du groupe de presse **Hersant**.

Août : **attentat** contre le siège de la Ligue, revendiqué par le commando Peiper, du nom d'un ancien colonel SS.

Campagne **contre la peine de mort**.

1977.

Campagne contre les méthodes de la **Sécurité militaire**.

Dénonciation des **commandos** patronaux **antisyndicalistes**.

Septembre : nouvel **attentat** contre le siège de la Ligue.

Comité de vigilance dans l'affaire Croissant.

1978.

Répliques aux déclarations **néga­tionnistes** de Darquier de Pellepoix dans *L'Express*.
Campagnes contre la répression en **Argentine** et en **URSS** (arrestation de Chtaranski).
La Ligue participe à la fondation d'une association pour faire la lumière sur l'assassinat d'Henri Curiel.

1979.

Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de **discrimination** à l'égard des **femmes**.
Campagne pour le dissident chinois Wei Jingsheng.
La Ligue s'engage contre l'aide au retour des immigrés.

1980.

Campagne contre le projet de loi **Sécurité et Liberté** d'Alain Peyrefitte et contre le fichage des appelés par la Sécurité militaire.
Le congrès de la Ligue demande le **droit de vote** pour les **résidents étrangers** à commencer par les élections municipales.
21 septembre : attentat au domicile d'**Henri Noguères**, président de la Ligue.
Dénonciation des répressions en URSS, Iran et Turquie.

1981.

La Ligue soutient au 2^e tour la candidature de François Mitterrand.
Le ligueur **Robert Badinter** fait voter l'**abolition de la peine de mort**, de la plupart des juridictions d'exception, de la loi anti-casseurs.
La Ligue s'oppose à la réhabilitation des généraux de l'OAS.

1982.

Critiques contre le protocole Hernu (Défense)-Savary (Éducation nationale).
Initiative pour la **paix au Proche Orient** avec Pierre Mendès France, Philipp Klutznick et Nahum Goldmann.

1983.

Favorable aux lois de décentralisation, la Ligue est **critique à l'encontre du projet de loi sur la presse**.
La Ligue applaudit l'inculpation de Maurice Papon et l'extradition de Klaus Barbie pour crimes contre l'humanité.
Daniel Mayer président du Conseil constitutionnel.
La Ligue soutient la **marche pour l'égalité** des jeunes issus de l'immigration (« Beurs »).

1984.

Bataille pour un **service public unifié et laïque de l'éducation nationale**. Manifestation pour l'enseignement privé du 24 juin, retrait du projet de loi, démission de Savary puis du gouvernement.
La Ligue est favorable à la carte de séjour de dix ans pour les travailleurs immigrés.

Appel pour la libération de Wei Jingsheng.
Yves Jouffa président de la Ligue.

1985.

Interrogations sur les troubles en **Nouvelle-Calédonie**.

Assassinat du G^{al} Audran par **Action directe**.

Affaire du *Rainbow Warrior* (explosion du navire de *Greenpeace*) : la Ligue exige l'établissement des responsabilités.

Campagne pour la libération des otages au Liban.

1986.

Premier *charter* de Maliens expulsés organisé par le ministre de l'Intérieur Charles Pasqua.
Protestation contre le licenciement d'Alain Clavaud à Dunlop (Montluçon) pour avoir témoigné de son travail dans une interview (réintégration par la Justice).

Fortes réserves concernant la création d'un Secrétariat d'État aux droits de l'Homme.

Mission d'enquête sur les manifestations étudiantes contre la loi Devaquet et la mort de **Malik Oussekine**.

1987.

Manifestation **contre la réforme du code de la nationalité**.

Procès Barbie à Lyon.

Défense des droits des femmes en Iran.

1988.

Commission d'enquête sur les 25 morts d'Ouvéa (**Nouvelle-Calédonie**).

Attentat contre un cinéma projetant *La dernière tentation du Christ* de Scorsese.

Soutien à François Mitterrand au 2^e tour de la présidentielle.

Interventions pour les droits de l'Homme en Algérie et au Maroc.

1989.

Campagne pour le bicentenaire de la Révolution et création avec la Ligue de l'enseignement des **Comités Liberté Égalité Fraternité 89** (CLEF 89).

Déclaration des **droits de l'enfant** par l'ONU et campagnes pour la promouvoir.

Manifestations de la place **Tian'anmen** à Pékin suivies d'une répression massive.

Intervention pour les prisonniers politiques en **Iran** (manifestation à Neauphle-le-Château).

1990.

Campagnes sur les droits des femmes et le droit au logement.

Manifestation contre les crimes racistes en France.

Applaudissements à la libération de **Mandela** en Afrique du Sud.

Émeutes à Vaulx-en-Velin après la mort d'un jeune et manifestations de lycéens.

1991.

Nouvel appel pour l'écrivain **Salman Rushdie**, menacé de mort depuis trois ans. Interventions sur le Maroc (libération d'**Abraham Serfaty**), le Mali et en faveur des Kurdes en Irak.

Madeleine Rebérioux présidente de la Ligue.

1992.

Campagnes pour le droit à la contraception, à l'interruption volontaire de grossesse et le **droit de vote** de tous les **résidents étrangers** aux élections locales, à la suite de son élargissement aux résidents issus des pays de la communauté européenne.

La Ligue demande la levée de l'**embargo** en Irak et proteste contre la « **purification ethnique** » en **Yougoslavie**. Soutien pour la défense des libertés à la **Gay Pride**.

1993.

Le congrès d'Aubervilliers adopte une résolution sur la **citoyenneté sociale**.

Manifestation pour la **mixité** et les **droits des femmes** (6 % seulement de femmes dans la nouvelle Assemblée nationale).

Manifestation pour la levée du siège de Sarajevo et la paix en Bosnie-Herzégovine.

1994.

Manifestation pour la **défense de l'école publique**.

Manifestations **contre le contrat d'insertion professionnelle** (« **smic jeunes** ») du gouvernement Balladur.

Demande d'intervention internationale au **Rwanda** et protection des réfugiés iraniens en France.

1995.

Résolutions pour le **droit au logement** et la défense des locataires.

Mise en garde contre le développement de la **vidéo-surveillance**.

Condamnation de l'intervention militaire russe en **Tchéchénie**.

La Ligue critique le gouvernement algérien après le refus des accords de Sant'Egidio.

Henri Leclerc président de la Ligue.

1996.

Protestations contre les évacuations des églises Saint-Ambroise et Saint-Bernard d'étrangers victimes des **lois Pasqua**.

Demande d'un débat sur la **toxicomanie**.

1997.

Campagne contre la loi Debré sur les étrangers en France (20 000 signatures).

Ouverture du procès de Maurice Papon à Bordeaux, auquel la Ligue est partie civile.

1998.

Demande une régularisation plus large des sans-papiers par le gouvernement Jospin, l'**application plus rapide de la loi Besson pour les gens du voyage** et mène campagne contre la « double peine ».

Soutien à la création de la Cour pénale internationale.

Centenaire de la Ligue.

1999.

La Ligue se réjouit de la loi sur le PACS (pacte civil de solidarité).

Interventions en faveur de la reconnaissance du génocide des Arméniens et pour la protection des Kosovars.

2000.

Gay Pride : la Ligue demande que l'homophobie soit réprimée comme les autres discriminations ; de même, elle est favorable à la **loi sur la parité**.

Indignation devant la répression des **Palestiniens** à Jérusalem.

Intervention en Tunisie dont est refoulé **Patrick Baudoin**, président de la FIDH.

Michel Tubiana président de la Ligue après en avoir été le secrétaire général de 1984 à 1995.

2001.

Plainte contre le G^{al} Aussaresses pour « apologie de la torture ».

Demande l'ouverture du mariage aux couples de même sexe.

Loi Taubira définissant l'esclavage comme « crime contre l'humanité ».

Interventions sur la Chine et la Syrie.

Opposition à la loi Vaillant.

2002.

La Ligue appelle à faire barrage à l'extrême-droite lors de la présidentielle. Elle approuve la loi LOPSI sur l'internet.

Commission d'enquête sur les **violences policières** avec le Syndicat des Avocats de France et le Syndicat de la Magistrature.

Campagne de « **votation citoyenne** » pour le droit de vote et l'éligibilité des résidents étrangers non communautaires.

Opposition aux lois Perben.

2003.

La Ligue demande la suspension de l'accord entre l'Union Européenne et Israël pour non-respect des droits de l'Homme dans les territoires occupés.

Campagne contre les violences policières et intervention en faveur des Tchétchènes.

Commission Stasi sur la laïcité à la française.

Opposition aux lois Sarkozy.

2004.

À l'occasion de la loi dite « du foulard » sur les signes religieux dans l'école publique, la Ligue réclame **l'accès de tous les enfants à l'école laïque**, meilleure chance d'émancipation. Elle demande la reconnaissance de l'abandon des harkis en 1962 par la République.

2005.

Mouvement lycéen en France contre la loi Fillon critiquée par la Ligue.

Suite à la mort de deux jeunes dans le cadre d'un contrôle d'identité, **émeutes urbaines** et proclamation de l'**état d'urgence** stigmatisé par la Ligue, qui relance la campagne de la « **votation citoyenne** ».

Jean-Pierre Dubois président de la Ligue.

2006.

Participation à la manifestation contre l'**antisémitisme** après le meurtre d'Ilan Halimi. Soutien à la campagne contre le **contrat première embauche** prévu par le gouvernement Villepin.

Le 10 mai devient **journée des mémoires** de la traite négrière, de l'esclavage et de leurs abolitions avec le soutien de la Ligue.

2007.

Campagne pour le **droit au logement opposable**.

Protestation **contre la création du ministère de l'immigration**, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire confié à Brice Hortefeux et la politique du ministère.

2008.

Campagne pour la **réhabilitation** des « fusillés pour l'exemple » de 1914-1918.

Protestations contre la « **xénophobie d'État** » sur le refoulement d'étrangers.

Participation aux **Six heures pour la Palestine** et condamnation d'**agressions antisémites**.

2009.

Manifestations contre les violences policières et pour les droits des femmes.

La Ligue demande une commission d'enquête sur les **violations des droits de l'Homme lors de l'offensive israélienne à Gaza**.

Opposition à la loi Carle.

2010.

La Ligue demande des attestations de contrôle comme en Espagne et au Royaume-Uni pour **limiter les « contrôles au faciès »**.

Elle **critique « la politique du pilori »** du président Sarkozy sur les « Roms » et les gens du voyage.

2011.

Nouvelle campagne pour le **droit de vote des résidents étrangers aux élections locales** et soutien aux « **printemps arabes** ».

Opposition aux lois Perben.

Pierre Tartakowsky président de la Ligue.

2012.

Condamnation réitérée de violences racistes antisémites ou antiarabes.

Interventions auprès du Défenseur des droits sur la situation des mineurs étrangers isolés en région parisienne.

2013.

La Ligue critique les propos du ministre de l'Intérieur Manuel Valls sur les « Roms ».

2014.

Appel des 171, à l'initiative notamment de la Ligue, pour la reconnaissance de l'assassinat de Maurice Audin en 1957.

Commission d'enquête après la mort du militant écologiste **Rémi Fraisse** à Sivens.

Manifestation **contre les violences faites aux femmes**.

2015.

Attentats terroristes islamistes contre *Charlie-Hebdo*, à l'hyper-casher de Vincennes puis au Bataclan et dans divers lieux à Paris : la Ligue appelle à manifester pour protester contre ces crimes, admet des mesures de sécurité mais met en garde **contre le prolongement excessif de l'état d'urgence**.

Françoise Dumont, présidente de la Ligue.

2016.

Appel à une mobilisation pour le droit à l'information des **lanceurs d'alerte**, militants de la justice fiscale et liberté de la presse.

Soutien aux victimes de la répression du pouvoir turque contre la population kurde et toute l'opposition.

2017.

Participation au processus de « paix globale » au **Pays basque espagnol** avec le désarmement de l'ETA.

Soutien à la jeunesse rifaine en lutte au Maroc.

Malik Salemkour président de la Ligue.

2018.

Campagne contre les arrestations de militants pour « aide aux migrants ». Le « principe de fraternité » reconnu par le Conseil Constitutionnel.

Le président Macron reconnaît la responsabilité de l'État dans la mort de **Maurice Audin**.